

Examiner des questions comme celles relatives à la position des Organisations non gouvernementales (ONGs) face aux régimes dictatoriaux montre le chemin parcouru (on se pose *enfin* ces types de questions) et tout ce qui reste à parcourir (on se pose *toujours* ces sortes de questions). Il n'est pas non plus forfait que ces interrogations de nature politique, se posent aujourd'hui: elles traduisent les réactions premières devant les conséquences de la prise en charge de la coopération par l'État.

### Récupération de la coopération par l'État

Les États modernes l'ayant dépouillée de la philosophie humaniste dont elle a été enveloppée pour l'enfermer dans un corset bureaucratique, la coopération est devenue un instrument de la puissance de ces États. Ils établissent tous directement (par le biais d'organisations gouvernementales), ou indirectement (par le biais d'organisations non gouvernementales) des programmes de «coopération internationale» dont ils attendent des bénéfices à court ou à long terme. L'étude des intérêts matériels, politiques et idéologiques que ces programmes mettent en branle ou qui leur servent d'enjeu, permet de cerner certains aspects de la véritable nature de cette coopération. A l'examen, cette dernière se présente en tant que moyen de légitimation: le récipiendaire se prévaut de l'attitude amicale du donateur pour justifier aux yeux de ses ressortissants le bien-fondé de ses politiques repressives; en tant que moyen de persuasion: le donateur pousse le récipiendaire à faire la politique qu'il souhaite; en tant que moyen de dissuasion: le donateur incite le récipiendaire à ne pas faire la politique que ce dernier a lui-même définie.

Ainsi les gouvernements s'attachent à récupérer et à utiliser à leurs propres fins les aspirations à la justice, les sentiments de générosité et de solidarité qui animent, souvent trop candidement, les coopérants. Ceux-ci peuvent, à leur corps défendant, être manipulés et devenir, contre leur gré, des agents de la puissance de leurs pays à l'étranger. Ils contribueront à mettre en place dans les pays d'accueil non seulement des structures de services ou des structures d'échange mais également des structures de pouvoirs.

C'est pourquoi il est important de réfléchir sur l'insertion des coopérants dans la stratégie globale du donateur et du récipiendaire. Pour cela il importe d'établir clairement les visées de la coopération. Mais auparavant, rappelons que la

véritable coopération, celle qui s'établit sur un pied d'égalité et qui n'est pas déviée de son objectif: la libération d'un peuple historiquement, socialement et culturellement située, n'est pas une fin en soi, mais un moyen, parmi d'autres, d'émancipation.

### Visées de la coopération

Il importe ici de distinguer ce qui relève de l'*idéal*: l'établissement de nouvelles solidarités; ce qui a trait au *possible*: une amélioration passagère et localisée d'une situation de vie matérielle souvent infra-humaine; ce qui arrive de manière *probable*: la reproduction, non voulue, peut-être, mais à laquelle on contribue à coup sûr, de la société dans laquelle on intervient.

Ces visées sont portées par des agents et matérialisées dans des actions. Agents et actions ne sont pas neutres: leur présence dans les formations sociales dépendantes est en soi signifiante. Chaque agent individuel ou collectif arrive avec son histoire, sa culture, son sens des valeurs, sa vision du monde. Chaque action implique un choix de civilisation et possède sa dynamique propre. Ainsi vise-t-on l'idéal, fait-on son possible pour aboutir généralement à une forme de reproduction sociale. La question est donc de savoir où les coopérations en tant qu'agents et où leurs actions, indépendamment de ce qu'ils souhaiteraient qu'elles soient, s'inscrivent en réalité. Autrement dit, il importe de passer des intentions déclarées aux faits constatés. Force est alors de constater que, pour l'instant et dans l'ensemble, seul le resserrement des liens de dépendance entre classes dominantes des métropoles et celles de la périphérie a été opéré. Ceci n'est pas fortuit.

Dans le Tiers monde, les dictateurs s'emploient à maintenir de force les structures d'exploitation. Pire, la tendance actuelle, en Amérique latine notamment, est au renforcement de la répression parce que le pouvoir est contesté tant par la fraction de la classe dominante écartée des centres de décision (et d'enrichissement) que par les paysans, les ouvriers et la fraction progressiste de la petite bourgeoisie pour lesquels la situation actuelle est sans issue. A moins donc que ne soit opéré un renversement des rapports de forces sur le plan interne, il est vain d'attendre autre chose qu'un renforcement des structures sociales grâce auxquelles se maintiennent au pouvoir tantôt une fraction de la classe dominante, tantôt l'autre. Les sociétés soumises aux dictatures sont des sociétés bloquées. Dans ces conditions, il n'existe pas de choix: pour dégager, par un consensus populaire, la